

dominant en matière d'habitation. Troisièmement, il y a les transports, y compris les services aériens, les ports, les chemins de fer et les routes interprovinciales. En quatrième lieu, on trouve les services postaux, cinquièmement la pollution, sixièmement les arts et septièmement les parcs nationaux. Chacun de ces services permet au gouvernement fédéral de s'intéresser au bien-être des citoyens. Au lieu de se servir de ces leviers pour créer un milieu humain agréable, intéressant et démocratique pour nos citoyens, le premier ministre a entièrement délaissé ces responsabilités fédérales. Contrairement à ce que peut croire le grand public, monsieur l'Orateur, notre premier ministre (M. Trudeau) n'est vraiment pas un homme d'action dans le domaine politique. Il est plutôt fuyant, circonspect et conservateur. Il est somme toute un Mackenzie King qui aime danser avec la «Funny Girl».

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Elle est bien bonne, celle-là!

M. Broadbent: C'est un homme qui passe ses responsabilités aux autres sans aucune considération—et je dis cela sérieusement sans joie ni empressement—oubliant ainsi certains problèmes humains très concrets.

En plus des responsabilités fédérales et constitutionnelles spécifiques et bien comprises, il existe d'autres obligations fédérales qui affectent directement l'existence des citoyens, mais elles ne sont pas habituellement apparentes dans le contexte de la vie urbaine. Voici ce que je veux dire. C'est le gouvernement fédéral qui a admis des milliers d'immigrants, mais qui a laissé les villes se débrouiller avec le surpeuplement qui en a résulté. C'est le gouvernement fédéral qui paie des pensions de crève-faim à nos citoyens âgés. C'est le gouvernement fédéral qui nous impose un programme anti-inflationniste conçu pour créer du chômage dans les villes. C'est le gouvernement fédéral qui a dépensé des millions de dollars pour construire et subventionner le Centre des arts à Ottawa, ce centre où les billets d'admission sont si chers que seuls les riches peuvent en acheter. C'est le présent gouvernement fédéral qui a présenté un Livre blanc sur la réforme fiscale, aux termes duquel, tous ceux qui vivent en deçà du seuil de la pauvreté, que ce soit à Halifax, à Montréal, à Toronto ou à Vancouver, devront encore payer de l'impôt. C'est le gouvernement fédéral qui refuse d'instaurer un revenu minimum garanti qui rendrait la vie un peu plus facile pour tous ceux qui vivent au cœur de nos villes. C'est la politique de resserrement du crédit du gouvernement qui a contraint presque les maires de presque toutes nos villes à rogner sur des programmes

[M. Broadbent.]

municipaux essentiels. Et enfin, monsieur l'Orateur, c'est le gouvernement fédéral, sous la baguette du premier ministre, qui refuse de prendre l'initiative à propos des questions urbaines. Bien sûr, les premiers ministres provinciaux et les maires pourraient emboîter le pas, et tous les Canadiens d'un océan à l'autre le souhaitent vivement.

Nous avons tous été enthousiasmés voici quelques années à peine par toutes les possibilités passionnantes et merveilleuses que l'Expo 67 nous a laissé entrevoir. Il nous faut maintenant des propositions fédérales ingénieuses qui pourraient couper court aux conflits de compétences et qui permettraient aux Canadiens de créer des communautés urbaines dotées de parcs, de centres récréatifs, d'espaces libres d'automobiles, de centres d'art également accessibles à tous les Canadiens, riches et pauvres, et qui pourraient faire naître et entretenir chez les gens un sens d'appartenance et de solidarité. Plus tard au cours du débat, certains de mes collègues feront des suggestions précises à propos de ce que l'on doit attendre du gouvernement fédéral dans les domaines des transports, de l'habitation et de la pollution en ce qui touche notre vie urbaine.

Pour le moment, je voudrais faire des propositions d'une portée plus générale. Je reprends tout d'abord un aspect que j'ai déjà signalé: le premier ministre doit enfin commencer à s'intéresser à ce qui se passe dans les villes canadiennes. Deuxièmement, il faut établir un ministère des Affaires urbaines, qui aurait pour fonction primordiale de s'occuper des perspectives et des problèmes urbains. Il ferait aussi fonction de catalyseur ou de stimulant dans le domaine beaucoup plus vaste de l'urbanisme. Le nouveau ministère des Affaires urbaines coordonnerait les travaux des ministères fédéraux pertinents et, avec les gouvernements provinciaux et municipaux, il chercherait à créer un Canada urbain agréable, intéressant et attrayant. Troisièmement, nous devons accorder aux villes le droit d'imposer tous les immeubles fédéraux et provinciaux, droit qu'elles devraient avoir depuis longtemps.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Quatrièmement, il faudrait tenir une conférence fédérale-provinciale-municipale, à laquelle tous les participants seraient égaux. Il est grand temps de reconnaître les villes pour ce qu'elles sont: de grandes agglomérations qui devraient être dotées de grands pouvoirs pour régler leurs nombreux problèmes. Une conférence constitutionnelle où toutes les parties seraient reconnues comme égales serait un premier pas important dans cette voie.